



213^{ème} Commission politique - Paris , le 4 mai 2018

Burundi

Référendum 2018 – Oui ou Non – pour la nouvelle proposition de constitution du Burundi

La Constitution de la République du Burundi adoptée par Référendum le 28 février 2005 le 18 mars 2005. Comme il s'agit d'une Constitution Intérimaire Post-Transition de la République du Burundi, l'évolution de la vie politique au Burundi nécessite une mise à jour de la constitution.

Le projet d'amendement est alors soumis au choix souverain du peuple pour se prononcer le 17 mai 2018.

La campagne est ouverte à tous les partis politiques régulièrement reconnus au Burundi du 1^{er} au 14 mai 2018.

Deux (2) camps s'affrontent démocratiquement en essayant de convaincre la Population Burundaise – Les urnes c'est pour le 17/05/2018 !

C'est le Mercredi 2 mai 2018 qu'a débuté la Campagne préparant le Référendum du Jeudi 17 mai 2018, qui appelle les Burundais à voter POUR ou CONTRE la nouvelle proposition de Constitution

Nous réjouissons de pouvoir démontrer combien **les Burundais ont acquis une maturité suffisante pour prendre en main leur destin.**

Le **financement** du processus électoral par les burundais Sans attendre l'apport de l'extérieur est un signe de la détermination du peuple burundais pour aller de l'avant.

Sur le terrain on remarque la population en effervescence dans une ambiance calme et agréable, avec :

1/ Ceux qui font la Campagne pour le NON -OYA- à la proposition Constitutionnelle,

C'est l'opposition qui est divisée sur la stratégie à adopter. 2 groupes

- a) Ceux qui de l'extérieur du Burundi font entendre leur voix à l'OIF au travers des Représentants et délégués de la Belgique, la Suisse et le Canada. C'est en effet dans ces pays que se trouvent installés les principaux auteurs des manifestations sanglantes d'avril 2015 et du putsch manqué le 13 mai 2015 . Ils sont bien

entendu sur une ligne dure et **appellent notamment la population à boycotter le référendum du 17 mai**. Les puissances sont derrière eux et c'est cette couverture de « communauté internationale » qui crée **la peur** au sein de la population burundaise les incitant à quitter le pays. Il s'agit d'une intimidation et une manipulation de l'opinion internationale que le gouvernement burundais ne cesse de dénoncer.

b) Les partis de l'opposition en campagne pour le Non

- AMIZERO qui est une coalition de plusieurs parti et présent au parlement. La position de son leader Honorable Agathon RWASA, Premier Vice-Président du Parlement du Burundi est très inconstante. Cependant, il a le droit d'exprimer sa position et appeler ses partisans à voter pour le non.
- FRODEBU: Parti qui a gagné les élections présidentielles de 1993.

2/ Ceux qui font la Campagne pour le OUI-EGO-

- CNDD-FDD parti majoritaire au Parlement
- UPRONA ancienne parti unique
- FNL issue de l'ancienne rébellion
- Parti monarchique parlementaire
- RADEBU

Préoccupation de la communauté internationales

Lors de cette 213^{ème} de la Commission Politique de l'OIF, les sujets d'inquiétude émis par le Directeur dans son rapport repris par la Belgique, la Suisse et le Canada ne sont plus d'actualité.

Comme nous l'avons exprimé plusieurs fois au cours des précédentes assises du CPF et de la Commission Politique, la révision de la constitution est une volonté du peuple burundais qui s'est largement exprimé lors du dialogue inter burundais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La souveraineté du peuple burundais ne peut pas être un sujet de polémique.

- Les accords d'Arusha (Suisse, Belgique, Canada,) constituent une référence pour toute prise de décision, ils sont formellement prises en compte. Je rappelle encore que ces accords ne sont pas figés, il s'agit des accords d'il y a 18 ans et qui de façon dynamiques ses éléments constitutifs doivent inéluctablement évoluer .
- Les évêques catholiques ont pris une position mitigée quant au timing de la révision de la constitution. Le gouvernement burundais si bien conscient de l'impact que leur mot d'ordre a sur le choix de la population burundaise qui est a plus de 80% chrétiens. Une fois de plus, l'expérience vécu par le peuple burundais dans les moments ds élections reste le maître conseiller..

- Le caractère inclusif ne peut plus être un sujet de doute pour les scrutins en cours de préparations. Comme indiqué plus haut, la participation des partis politiques régulièrement reconnus au Burundi est visible avec des images dans tous les médias qui montrent bien la présence des partisans tant du oui et que du non sur le terrain. C'est le peuple qui décide.
- Le gouvernement burundais est toujours disposé à collaborer avec la communauté internationale au sujets des analyses faites sur les questions relatives « aux droits de l'homme ». Il est évident les intérêts du peuple burundais priment sur toute condition de collaboration en fonction d'une plus value évidente.

Nous exhortons la famille francophone et particulièrement la Suisse, le Canada et la Belgique à favoriser plutôt une analyse objective sur la situation politique du Burundi. Il ne suffit pas de prendre position sur la base de ce que diffusent les médias ou alors se ranger du côté de ceux qui s'appellent « opposition/média en exil » car ils ne représentent qu'une infime partie de la population burundaise vante sur le territoire burundais. Ce sont ceux qui ne sont pas arrivés à s'imposer par la voie démocratique des urnes. Ils comptent sur les incitations à la haine et la division du peuple burundais sur la base artificielle des ethnies, pendant que les coup de forces, la violence, la diffusion des rumeurs sont restés leur seule stratégie et qui continue à s'avérer inefficace car les burundais ont appris de leur passé.

L'appel incessant de la part du Président de la République du Burundi Son Excellence Pierre Nkurunziza reste d'actualité : il est avantageux pour tous que les Burundais épris de paix rentrent et participent à la reconstruction et au développements de notre pays. Le Burundi appartient à tous les burundi

La Famille francophone ne devrait plus se positionner en juge contre le choix du peuple burundais et la vision de son gouvernement qui est de bâtir un Burundi où règnent la paix et la sérénité.

Je vous remercie

Dr Christine Nina NIYONSAVYE,

Ambassadeur du Burundi  en France 

Représentante Personnelle du Chef de l'Etat à l'OIF